

**À**

**LA SANTÉ**

**DE**

**L'OPINION**

## Deuxième chapitre

### La politique et l'opinion

#### Citoyenneté et démocratie

Notre époque est dévoreuse de tout, y compris de concepts. Est-ce chance ou malchance, qu'un concept, voire un idéal, devienne mot d'ordre, voire slogan? Il n'est plus un chef d'entreprise, plus un sportif, plus un syndicaliste, plus un retraité qui ne se réclame, c'est-à-dire qui ne fasse réclame, d'une "démarche citoyenne". Après qu'un parti politique a tenté de labéliser le mot, et que tous les autres s'en réclament à leur tour, nous en sommes au raz-de-marée; la citoyenneté s'impose aux enfants comme aux parents, au yaourt et à la voiture, bref à tous les aspects d'une existence sociale qui ne se reconnaît en réalité qu'en une seule image, celle de la consommation. Le paradigme du consommateur a remplacé celui du travailleur - il lui manquait de se charger du citoyen, c'est fait: avalé par l'image, le label, la marque ou le style, le concept de citoyen, comme son action, ont-ils encore un sens?

Mais, se dit-on, si la citoyenneté s'est laissée ainsi phagocytée par la toute puissance consumériste, c'est que son contenu, voire son sens, étaient sinon disponibles du moins assez flous pour ne résister que très peu à cette colonisation. Il n'y a pas, en effet, de définition du citoyen - si l'on entend par là une détermination théorique et pratique certaine. Juridiquement, le citoyen est au mieux mis dans le même sac que l' "homme", au titre de la déclaration universelle des droits; au pire il n'existe pas: le droit ne connaît que des nationaux (fussent-ils réfugiés) ou ceux qu'une peine a privés de "droits civiques", eux-mêmes d'ailleurs très divers (vote et éligibilité, fonctions de juré, tuteur, curateur, expert, témoin etc...).

Ainsi un concept flou est-il disponible pour le pire (une distinction publicitaire de plus, qui vient enrichir l'arsenal de la stratégie commerciale) ou pour un meilleur lui-même très discutable (un idéal d'autant plus "intéressant" qu'il est inaccessible). On peut seulement proposer un repérage typologique, faute de définition. Historiquement, le citoyen est l'homme de Valmy ou de La Marseillaise, qui prend les armes pour défendre la patrie; mais dans la même perspective socio-historique, il devient le bourgeois du XIX<sup>e</sup> siècle, sans parti autre que sa famille et son travail, entretenant une relation individuelle et méfiante avec l'État ou "les pouvoirs publics". Au fond nous serions citoyens en temps de guerre, et bourgeois en temps de paix. Au-dessus de ces deux-là, et à côté du consommateur

d'aujourd'hui, qu'il soit client ou spectateur, flotterait le rêve du "citoyen du monde", entretenu par de doux poètes ou philosophes, de Socrate à Montaigne, et de rares généraux, de Cincinnatus à Jovan Divjak<sup>1</sup>, soigneusement parqués dans leur originalité un peu folle et si sympathique.

La difficulté n'est pas moindre du côté de la démocratie. Si ce régime politique jouit d'un respect quasi sacré ou naturel - on voit mal en effet comment les hommes ensemble pourraient s'accorder autrement qu'en démocratie<sup>2</sup> - nous n'en sommes pas moins persuadés qu'aucune démocratie véritable n'a encore vu le jour, du moins durablement. Là encore, le réel et l'idéal se heurtent en un combat d'avance considéré comme éternel sinon fatal, tandis que l'histoire nous offre son bricolage hétéroclite, depuis les démocraties "esclavagistes" de l'antiquité jusqu'aux démocraties "populaires" voire "totalitaires" modernes. Ici, même plus de typologie mais des monstres familiers; "le peuple contre la démocratie"<sup>3</sup> est le titre d'un de ces nombreux ouvrages consacrés au despotisme ou à la tyrannie... démocratiques. "Sans le travail de production des voix, il n'y aurait pas du tout de voix", rappelle Bruno Latour<sup>4</sup>, en quoi consiste "le métier de base des politiques": "créer de toutes pièces des voix qui bafouillent, qui protestent et qui opinent". Depuis les élections de mars 1933 en Allemagne jusqu'à celles qui ont vu la victoire éphémère d'oppositions fort différentes en Algérie ou en Birmanie, nous croyons ne pas manquer d'exemples: la démocratie pourrait bien être le pire et le meilleur régime à la fois, imbroglio de contradictions ou de paradoxes dont il serait vain de prétendre sortir.

Nous voilà donc aux prises avec la difficulté. Nous voulons cependant parler politique. Comment faire la politique sans faire de la politique? Et si citoyenneté et démocratie étaient d'autres noms pour "philosophie", au moins pour une part inévitable de celle-ci? Faut-il considérer la philosophie comme un doux rêve, bien qu'il n'y ait aucun mal à lui rallier la poésie et la sympathie rappelées plus haut? Comment faire dialogue ou communication, bref cette correspondance qui seule peut réduire la confiscation de cette "chose publique" qu'il s'agit maintenant de préciser?

Que voulons-nous? Il me semble que nous serons tous d'accord pour appeler "responsables" le citoyen et la démocratie que nous voulons. Reste donc à traduire ce nom en fait: que faire pour répondre de la citoyenneté et de la démocratie? Répondre de quelque

---

<sup>1</sup>Sarajevo, mon amour - Entretiens avec F. La Bruyère, éd. Buchet-Chastel 2004.

<sup>2</sup>c'est le thème de Jean BAECHLER, *La grande parenthèse*, éd. Calmann-Lévy, coll. Liberté de l'esprit 1992.

<sup>3</sup>Guy HERMET, éd. Fayard 1989.

<sup>4</sup>op. cit. chapitre 4

chose ou de quelqu'un veut dire, si l'on passe cette trivialité, s'en débrouiller ou faire avec: on ne saurait rêver d'une colombe, pas plus que d'un ange, citoyens; on ne saurait ignorer qu'aujourd'hui le citoyen n'est sollicité qu'en tant que consommateur.

Appelons citoyenneté et démocratie l'opinion ou la majorité si et seulement si elles sont libres de répondre à et d'elles-mêmes, c'est-à-dire de se juger - bref la pensée en tant qu'action.

### **Logique de la crise**

Tel serait le seul principe, après la difficulté. On voit qu'il s'agit bien d'un principe: ce qui est capable de réalité non pas contre mais avec et à travers les difficultés. Encore une fois: difficiles parce qu'il faut non pas les inventer mais les découvrir, soulever ce qui les recouvre (aujourd'hui: la consommation), citoyenneté et démocratie résident dans la faculté de juger par laquelle les hommes peuvent et doivent répondre de leur vie en commun. En quoi ce principe doit-il maintenant compter avec les conditions particulières qui sont les nôtres, en France?

Il ne s'agit pas de revenir à l'histoire, dont on vient de dire à la fois l'intérêt et la non pertinence quant à la vie politique. Intérêt parce que la connaissance du passé est partie intégrante de notre expérience; non pertinence parce que cette expérience ne peut se contenter des leçons scolaires de l'histoire quand il s'agit de répondre à la question "que faire?" - c'est-à-dire la question de notre responsabilité. Il s'agit plutôt de situer le principe dans son cadre ou mieux, et bien davantage, dans son élément ou sa matière, bref sur ce terrain particulier qu'est la vie politique française aujourd'hui. On s'en tiendra ici au plus simple comme au plus évident.

Notre vie politique consiste dans le multipartisme, lui-même produit manifeste d'une tradition moins apparente mais fort présente, le centralisme ou l'abstraction de l'État. Le citoyen français vote, à toutes les élections, pour des hommes et des programmes de partis (même si les trente-six mille communes françaises favorisent certes, à leur échelle parfois microscopique, une relative indépendance, de moins en moins évidente d'ailleurs, vis à vis de l'impératif partisan). Et cela veut dire aussi que notre démocratie nomme à sa tête un petit nombre d'hommes semblables (on voit aujourd'hui qu'ils sont parisiens, énarques, issus de classes dites favorisées, font de la politique un métier, voire toute une vie à divers postes politiques, c'est-à-dire créés par des rapports de forces partisans, qu'elles soient internes ou externes). Insistons sur ce croisement ou ce mélange propre à la situation française.

D'un côté une pluralité de partis; on ne se disputera pas sur leur nombre... On peut fixer grossièrement les choses à partir de l'opinion de chacun d'entre nous, excellent critère: à moins d'être aveugle à toute raison ou de la croire exceptionnelle, je devine que le 100% de mon opinion se décline en 30% à gauche, 30% à droite, 30% au centre, ce qui laisse 10% à mon hésitation voire à mon abstention. Si ce partage est tenu pour inéquitable, prenons l'autre, qui donnerait 20% à chaque cinquième de mon opinion: extrême gauche, gauche, centre, droite, extrême droite, l'abstention étant cette fois prélevée si l'on peut dire sur les supposées faiblesses des cinq à la fois. De l'autre côté, comme à la sortie d'un entonnoir, "le candidat" au costume-cravate ou à la langue de bois fort reconnaissable - si l'on veut bien tenir pour négligeable qu'il puisse aussi bien porter blouson ou se nommer "elle".

Le multipartisme signifie qu'en France l'État est toujours d'avance considéré au-dessus des partis, donc au-dessus des gouvernements successifs que ces derniers assument. Michael Walzer<sup>5</sup> par exemple rappelle opportunément qu'une des conditions (paradoxe seulement en apparence) de la démocratie est le découplage de l'État et de la politique. En France jusqu'à la Cinquième République au moins, le fait est évident: les gouvernements passent, l'État demeure. L'État, c'est-à-dire l'administration au sens fonctionnel, la Nation, le Pays ou la Patrie au sens idéologique. Dans tous les cas, il est entendu qu'alors les partis se taisent. Soit parce qu'en temps de paix leurs querelles font rire; soit parce qu'en temps de guerre elles feraient pleurer. Après le hoquet vichyssois, le gaullisme est le produit incontesté de cette histoire, incarnant un antiparlementarisme bien français. Vieille d'un quasi demi-siècle, la Cinquième République expérimente un nouvel âge du multipartisme, avec de nombreux soubresauts dont nous connaissons aujourd'hui encore les effets. Alternance et cohabitation dessinent un nouvel horizon. La République française réagit ainsi à l'influence grandissante, dans le monde actuel, du bipartisme anglo-saxon. Mais cette influence - soumission, fatalité? - doit aussi compter avec la résistance de notre tradition jacobine ou centralisatrice.

Tel est le propre original de notre vie politique qui devient ainsi lisible. Loin du *Café du Commerce* et de ses illusions, la discussion des citoyens trouve là son terrain, son objet, et les décisions réfléchies qui lui incombent. Sa responsabilité donc: ainsi averti, je peux savoir et juger mon opinion, selon que j'incline - et pour de bonnes raisons - soit au multipartisme, soit au bipartisme, soit encore à une troisième solution. Faut-il rappeler que ce débat est tout bonnement absent de l'information et de la communication publiques?

---

<sup>5</sup>Traité sur la tolérance, trad. C. Hutner, éd. Gallimard, coll. Essais, 1998, p.120

Il y a de bonnes raisons pour tendre au bipartisme: en rapprochant État et gouvernement, il responsabilise du même coup le vote des citoyens en lui donnant tout son poids, combattant l'indifférence et l'apathie qui menacent tant nos convictions de l'anonymat plus ou moins comploteur du "Pouvoir", occulte autant qu'opaque. Le multipartisme infantilise l'opposition, régulièrement réduite à se plaindre de "l'État-X ou Y" - c'est-à-dire de ce qu'elle s'empressera de faire elle-même une fois devenue majorité. Le système américain, dit "des dépouilles", a au moins ce mérite de mettre bas les masques. Mais le bipartisme est aussi du même coup menacé à son tour: l'identité partisane peut être confisquée par un groupe, une caste ou une fraction des citoyens, à la masse desquels on ne laissera plus que les slogans, les paillettes ou les médailles du "militant". Politiquement, c'est le problème des candidats à la candidature: on jugera une démocratie au degré d'ouverture de ce qu'il est convenu d'appeler les "primaires", c'est-à-dire la sélection des candidats. Le moins qu'on puisse dire est que ce problème est aujourd'hui critique en France. Habités - d'aucuns diraient dressés - à négliger le gouvernement au profit d'une confiance quasi aveugle dans la machine de l'État (le fameux "service public" qui fait l'exception française, aujourd'hui conflictuelle), nous nous jetons plus ou moins consciemment dans l'alternance, dont l'expérience récente conforte nos anciennes convictions: "tous pourris", dit-on, en ajoutant qu'au fond peu importe puisque l'essentiel est que les routes soient entretenues, la sécurité assurée, le commerce florissant et les trains à l'heure. S'il y a "crise" (en réalité processus cinquantenaire peut-être plus décisif pour notre temps que les Trente Glorieuses, la Décolonisation ou la Guerre Froide), c'est que l'Organisation des Nations Unies, la monopolisation et la mondialisation de l'économie, la formation de l'Europe, l'interdépendance de nos systèmes d'information et de communication, bref la communauté et la solidarité de plus en plus évidente des intérêts de tous avec ceux de chacun, font que la marche du commerce ou l'arrivée des trains à l'heure se laissent de moins en moins faire à l'échelon local voire national. Responsabilité est coresponsabilité: moins collective que diffuse, moins décidée que partagée et du même coup divisée.

Voilà donc notre principe situé, enraciné dans les conditions concrètes de la vie politique française. Reste à tracer notre responsabilité de citoyens en démocratie, au sein de cette situation qu'on dit en "crise". Une "crise" en effet n'est ni un bien ni un mal, mais le moment où se décide le mal ou le bien. Il nous reste donc à tenter de saisir ce qui se décide, et ne se décidera pas sans nous, bien que cela ne dépende pas pour autant d'un décret de notre part.

On peut tenter de prévoir - non pour deviner mais pour prévenir. Quel avertissement tirer

de l'expérience politique que nous accomplissons plus ou moins consciemment? Là encore on s'en tiendra à ce qui paraît le plus simple ou le moins contestable - mais certes pas le moins discutable.

S'il y a crise, elle peut déboucher, comme toute crise, sur le pire (appelons-le réactionnaire: le retour à un état si dépassé qu'il ne peut plus signifier que pourrissement ou dégradation) ou sur le meilleur (appelons-le révolutionnaire: un commencement, sinon absolument nouveau du moins renouvelant tout ce que la crise a su préserver par et dans son danger même). Être malade en effet, ce n'est pas seulement être en danger de mort - c'est aussi résister d'une manière qui nous est propre à la menace de mourir, comme le sait tout clinicien. Toute crise fait mal: elle est la preuve que nous sommes vieux, que nous ne retrouverons jamais l'illusoire "première fois". Mais toute crise peut aussi faire du bien: elle nous propose une chance, la chance que la prochaine fois sera nouvelle. Qu'est-ce donc que notre corps politique, certes malade, peut attendre de son état critique?

Commençons par le pire - dont Tocqueville nous a prévenus il y a plus d'un siècle: la maladie démocratique de l'égalité peut aboutir à la mort du citoyen, au profit de l'individu de masse. Le paradoxe est que ces deux-là ne peuvent que vivre ou mourir ensemble. Nous avons vu ce paradoxe à l'œuvre au siècle dernier qui a donné plus que raison à l'auteur de *De la démocratie en Amérique*, reconnaissant admirablement notre contradiction: "je regarde comme impie et détestable cette maxime qu'en matière de gouvernement la majorité d'un peuple a le droit de tout faire, et pourtant je place dans les volontés de la majorité l'origine de tous les pouvoirs. Suis-je en contradiction avec moi-même?"<sup>6</sup>. L'égalitarisme démocratique devenu tout-puissant a fait le lit d'une démocratie parfaitement perverse, dont notre chance est qu'elle eut trois têtes au lieu d'une seule: fascisme, nazisme, communisme. Il n'est pas dit que le consumérisme actuel ne puisse pas réaliser l'unité que ces trois-là ont échoué à s'imposer. Il ne manque guère à ce nouveau monstre démocratique qu'un peu d'esprit, un peu d'idéologie, voire, qui sait, une image un peu plus séduisante, un peu plus télévisée, un peu plus consommable, pour achever, c'est-à-dire satisfaire une fois pour toutes, les moribonds ou les agonisants que seraient alors citoyenneté et démocratie.

### **Des solutions disponibles**

Quant au meilleur, nous le connaissons tous: la vie politique passe par la responsabilisation et la communication, la médiation et la délibération, bref la liberté de l'opinion, rendue à sa nature de jugement - la liberté de la majorité rendue à sa nature: ni

---

<sup>6</sup>op.cit., chapitre 11

grande ni petite, mais majeure c'est-à-dire s'efforçant de sortir hors de sa minorité. Précisons ce terme de l'alternative, qu'on ne peut que travailler à réaliser. Outre les traits déjà exprimés de l'originalité française, nous souffrons d'un paradoxe bien connu: la participation civile des français est aussi exemplaire que leur représentation civique est déficitaire. Les partis politiques forment, dans les faits comme dans l'opinion, un microcosme que la médiatisation seule sauve à peine de l'insignifiance - elle ne le sauve déjà plus de la dérision. Il ne s'agit certes pas de supprimer les partis, mais au contraire de les rendre à leur rôle, quand la passoire est devenue étroite écumoire. Les chiffres électoraux de l'abstention sont connus: elle gagne les élections à tous les coups et à tous les degrés. On pense au fonctionnement absurde d'une machine dont le moteur même serait devenu frein voire obstacle au moindre mouvement ou à la moindre production d'énergie: la seule question est de savoir si le système va plutôt implorer ou plutôt exploser... Les récentes et les plus visibles affaires françaises (on n'en finirait pas de les répertorier) illustrent cette impression de panne généralisée. L'interdiction du cumul voire du renouvellement des mandats électifs paraît une mesure d'urgence pour s'atteler à l'organisation de primaires dignes d'une démocratie.

C'est bien entendu - en temps de crise tous les moyens sont bons dès l'instant qu'on tient ferme le principe et qu'on connaît le terrain - beaucoup d'autres chemins qu'on pourrait emprunter. Mais qu'il suffise ici de résumer: la correspondance ou le contrôle assurés par les citoyens - depuis la lettre au député ou au journaliste jusqu'à la candidature aux élections en passant par la discussion publique où l'on s'éclaire les uns les autres - garantit que la pluralité démocratique ne puisse être confondue avec je ne sais quel supermarché culturel ou politicien. C'est bien une responsabilité qui nous incombe, précisément parce que nous ne sommes - ce siècle l'a douloureusement fait sentir - vraiment responsables que de ce dont nous n'attendons nulle satisfaction, quelle que soit l'offre, que de ce dont nous ne pouvons pas répondre une fois pour toutes: l'exercice nécessairement risqué de notre liberté.

Les dernières (mais pas plus ni moins que les anciennes et que les prochaines, sans doute) élections en France font voir un peu plus que de coutume l'iceberg de l'opinion publique et son poids de problèmes. L'ancienne "souveraineté du peuple", sinon "volonté générale", trouve là les traits de son visage actuel, depuis longtemps interrogés par les penseurs. Une des synthèses les plus complètes est fournie par Hegel: "l'opinion publique mérite aussi bien d'être appréciée que d'être méprisée; méprisée dans sa conscience concrète immédiate et dans son expression, appréciée dans sa base essentielle qui, plus ou moins troublée, ne fait



qu'apparaître dans sa manifestation concrète"<sup>7</sup>. Le traitement de cette étrange contradiction de mépris et de considération peut se reconnaître aujourd'hui dans trois types au moins de position politique.

Le premier consiste à croire que l'interrogation est vaine parce que la contradiction indépassable. Après tout, l'opinion publique aura tranché avant que les docteurs aient opté pour telle ou telle interprétation<sup>8</sup>. "Me voici", ou "c'est un fait": voilà le discours de l'opinion, à entendre comme il est, sans phrase.

S'il est vrai que la "politologie" redouble souvent, sur le mode rhétorique, le ridicule d'une politique courant aux basques de la prochaine élection, il reste cependant à "faire avec" le fait qu'on suppose ainsi évident. "Faire avec" suppose l'espace ou l'écart d'une indécision, d'une hésitation sur ce qu'il faut faire, exact reflet de l'indécise opinion. Comment saisir une décision qui consiste à changer de majorité parlementaire ou gouvernementale tous les trois ans en moyenne depuis un peu plus de dix ans?

Une seconde solution consiste à prendre son parti de la méfiance vis à vis des partis. La vieille sagesse de l'abstinence se lirait dans l'abstention. Au-delà même de l'indécise alternance ou de la cohabitation décidée, on se prémunit encore contre tout excès en couronnant la décision de la chape abstentionniste, d'ailleurs alourdie du vote blanc ou nul et des non inscrits. À ce compte les élus se savent précaires, les 20 ou 25% réels de leur électorat interdisant tout triomphe.

Tout aussi précaire, cette solution suppose à terme soit la mort de la politique, l'indifférence, soit son contraire pas moins inquiétant, la guerre civile. Quel gouvernement est souhaitable, et même possible, avec le consentement d'à peine 30% des citoyens?

La troisième solution est au fond la seule qui soit politique au sens courant: façon serpent de mer, la "refondation" s'impose à tous, en permanence, comme un ouvrage sans cesse remis sur le métier. C'était hier tel arbitre, aujourd'hui tel nouveau chef, chacun prenant patiemment son tour en attendant les suivants.

Sans équivaloir à la menace précédente (indifférence ou guerre civile), ce parti pris n'en laisse pas moins à distance le rêve démocratique: une oligarchie censitaire serait la seule réalité "démocratique" adaptée aux caprices de l'opinion. Que l'adaptation soit efficace et attentive - c'est le rôle des services de communication et d'information - et tout ira bien.

---

<sup>7</sup>Principes de la philosophie du droit (1821) § 318; trad. A. Kaan; Gallimard éd., Paris 1940.

<sup>8</sup>Le Monde du 5 juin 1997 publiait à ce sujet (le "clair-obscur" du politique) cette conclusion: "tout sera décidé avant que tous aient compris ce que décider veut dire". Au passage, l'auteur posait l'équation voter=dicter sa volonté, ce qui revient à confondre le problème avec sa solution - ou sa dissolution! - c'est-à-dire un fait, même pas à prendre ou à laisser.

Subordination résignée, abstention désolée, manipulation coquine: ces trois façons de faire avec l'opinion publique correspondent bien au statut contradictoire souligné par Hegel. À ceci près qu'on est passé de l'histoire à la nature, du devenir à l'être.

Là où le philosophe voyait une étape à dépasser, c'est maintenant d'un état qu'il s'agirait. "Faire avec" veut moins dire dépasser que tenir compte: devant l'opinion, comment imaginer d'autre position? On devine bien que dans les trois cas l'essentiel est évacué: que l'opinion soit droite ou tordue, bonne ou mauvaise, innocente ou coupable, juste ou injuste - tout cela est au fond d'avance ignoré. On considère seulement la puissance, ou la toute-puissance, de l'opinion, même dans le cas dit "politique" où on se propose de la manipuler. Si la manipulation vaut certes mieux que la guerre, il reste qu'on peut souhaiter une vie politique moins faite aux usages de l'inimitié qu'à ceux de l'amitié.

Resterait donc à discuter l'hypothèse qui fonde nos trois positions: l'opinion n'a-t-elle d'autre mode que sa force naturelle, sa puissance sociale, ou sa violence politique? S'il n'est pas question de demander aux sciences la "vérité" de l'opinion<sup>9</sup>, peut-on chercher son sens? L'inquiétude attachée à nos trois façons de faire avec l'opinion tient à ce que celle-ci est d'emblée considérée comme dépourvue de sens, soit par nature, soit par histoire. Insensée parce qu'elle est sans loi, ou parce que sa loi est ailleurs: est-ce bien cela seulement, l'opinion?

### Exemples

Des solutions? Essayons la clinique politique: trois exemples presque au hasard (l'année 1997 en France) font pierre de touche. Dans les trois cas, c'est le rapport à l'autre qui est en cause; dans les trois cas, l'alternative proposée est trompeuse, le combat est douteux, le procès est pervers, et on ne le sait au mieux que de biais, en remarquant que les clivages traditionnels même les moins grossiers (droite-gauche, conservateur-libéral, républicain-démocrate) échangent monstrueusement leurs termes.

- *Vitrolles*. La candidate "de droite" avoue n'être que la doublure du précédent candidat, déclaré inéligible par le Conseil Constitutionnel. Tollé. Mais quatre ans plus tôt, aux législatives cette fois, un candidat "de gauche" avouait n'être que la doublure du précédent candidat, déclaré lui aussi inéligible par le même Conseil (à Blois, Lang a présenté son successeur: "lui c'est moi, et moi c'est lui"). Pas de tollé. Et pas de mémoire: réputé sauvage, le FN n'a même pas osé rappeler ce précédent au PS, lequel pouvait, en toute vertu

---

<sup>9</sup>Ainsi Hegel encore écrit-il: "quant aux sciences, si elles sont vraiment des sciences, elles ne se trouvent en aucune manière sur le terrain de l'opinion (...) Aussi elles ne rentrent pas dans la catégorie de ce qui constitue l'opinion publique" op. cit. § 319.

effarouchée, relever le “scandale” vitrollais (Jospin *dixit*). Les médias suivent cette pente, sans scrupule apparent d’information ou de communication. Pas d’alternative donc, mais la coïncidence ou réduction objective que tout mensonge réalise. Dès lors le remède s’impose: dire cette vérité de fait, que tous passent sous silence.

- *Lois sur l’immigration*. Ici c’est le même discours du cœur de part et d’autre. Tout le “monde” est d’accord (ce monde dont médias et politique affichent l’image): soyons plus fraternels. Le désaccord porte seulement sur la désignation du diable menaçant cette fraternité: ce sera l’immigré clandestin pour les uns, celui qui l’exploite pour les autres, et tout bêtement le “non-français” pour ces autres encore que les précédents s’empresseront de diaboliser à leur tour. Portant sur les faux frères, la discussion sur l’essentiel (le modèle de la fraternité étendu à l’humanité) n’aura pas lieu. Il est vrai qu’ici la solution, ou les remèdes, ne sont plus dans les faits; même si ceux-ci ne disent pas rien (on sait par exemple que le nombre des immigrés en France est plutôt moindre aujourd’hui qu’hier), ils parlent à tous, disponibles aux points de vue de tous bords, même les plus contraires, indifféremment. La solution n’a de chance d’apparaître qu’au prix d’une remise en cause du point commun à tous les points de vue: la supposition d’une fraternité humaine. Alors seulement peut-on poser l’autre hypothèse: l’identité humaine consiste à se savoir étranger - non fraternel, ni familial, mais exilé, essentiellement “altéré”: dépassement ou juste milieu, après l’excès du mal (mort à l’ennemi!) et l’excès du bien (vive mon semblable!). Mais on n’entendra rien, nulle part, de ces vrais termes de la question ou de la crise identitaire; seulement le mensonge implicite, consommé par tous, qui ne veut voir ni crise, ni question.

- *Parité hommes/femmes en politique*. Moins gros que l’exemple vitrollais, mais aussi beaucoup plus grossier que le précédent, le mensonge est ici quasiment avoué, tant la honte est grande à introduire en politique (cette affaire de tous) le critère du sexuel, lui-même (ce mystère) réduit à l’ignoble et absurde clivage de la quantité ou du pourcentage. Point de “femmes” ou d’ “hommes” en cause ici, en réalité, mais seulement le régime des partis confondu avec leur domination sans faille, seule coupable de cet ostracisme que la “vertu” déplore après l’avoir si longtemps organisé. Le vrai n’est pas la parité hommes/femmes dont on parle, mais bien la parité classe politique/société civile qu’on tait. La grossièreté du mensonge est telle que la vérité s’impose d’elle-même: interdiction du cumul des mandats, limitation sévère de leur renouvellement, mise en place de “primaires” ouvertes. À l’inverse des vérités précédentes, si difficiles, celles-ci s’imposent en évidences et en actes: nul besoin de lois nouvelles - et mieux: aucune loi existante ne s’y oppose, au contraire. Rien, jamais,

nulle part, n'impose aux médias l'usage aveugle des sondages, pas plus que rien, jamais, nulle part, n'a imposé le fatras législatif (d'ailleurs bouleversé au gré du vent) à propos de corruption ou de financement des partis. Ces usages et ces lois ne sont là que pour couvrir le mensonge: des surplus sans fond, dont le vice tient précisément à ce qu'ils détournent de l'espace et de la parole publics en monopolisant le terrain politique devenu médiatique.

Ira-t-on jusqu'à souhaiter la suppression d'une politique aussi manifestement trahie? Point d'interrogation. Ce n'est pas que l'affaire ne puisse ou ne doive être mise en question. Nous ne la jugeons certes pas très bien entendue, et d'abord par nous-mêmes qui tentons d'y voir clair. Mais on ne manquera pas de remarquer qu'en tout, ici, nous ne nous réjouissons pas de l'interrogation. Si nous partons du pire, c'est que la vraie démocratie se moque peut-être de la démocratie, et qu'il est un apolitisme moins paresseux qu'on croit. C'est pourquoi sans doute nous en resterons ici au si drôle contraste de notre temps, pour peu qu'on y cherche la réflexion trop oubliée. D'un côté ce qu'on pourrait appeler l'injonction du fracas, dont relèverait et se relèverait une politique comme d'un deuil assumé. Mais de l'autre l'espoir de redécouvrir en politique la bonne courbe, le motif et la trace de ce qui n'attend que le pistage. Voici ce qu'un tel espoir, devenu espérance *in acto exercitu*, a pu devenir : le récit qui suit, et son objet, sont vieux de dix ans. Sont-ils inactuels<sup>10</sup> ?

### ***France, législatives 1993 : la candidature d'un citoyen ordinaire***

Évidence qu'un homme politique est forcément suspect, s'il n'est pas abruti ou escroc. Évidence encore, qu'il y a une "classe politique", "ceux qui nous gouvernent" - comme si nous n'y étions pour rien, nous qui les avons élus, pour la plupart. Évidence enfin que l'opinion publique est forcément ignorante, quand elle n'est pas bête ou méchante. Ces évidences, et quelques autres, nous interrogent.

Certes les faits sont loin d'être neufs - mais leur évidence, aussi partagée, l'est sans doute. C'est pourquoi il faut demander ce qui lui vaut succès. Avons-nous toujours vécu avec ce sentiment d'impuissance massive, et de complaisance amère, à dire que les responsables sont

---

<sup>10</sup>Plus de dix ans après, Jacques Rancière (*La haine de la démocratie*, éd. La fabrique 2005, p.80) écrit ce qui pourrait passer en joyeux exergue à l'expérience décrite ici: "on peut énumérer les règles définissant le minimum permettant à un système représentatif de se déclarer démocratique: mandats électoraux courts, non cumulables, non renouvelables; monopole des représentants du peuple sur l'élaboration des lois; interdiction aux fonctionnaires de l'État d'être représentants du peuple; réduction au minimum des campagnes et des dépenses de campagne et contrôle de l'ingérence des puissances économiques dans les processus électoraux. De telles règles n'ont rien d'extravagant et, dans le passé, bien des penseurs ou des législateurs, peu portés à l'amour inconsidéré du peuple, les ont examinées avec attention comme des moyens d'assurer l'équilibre des pouvoirs, de dissocier la représentation de la volonté générale de celle des intérêts particuliers et d'éviter ce qu'ils considéraient comme le pire des gouvernements: le gouvernement de ceux qui aiment le pouvoir et sont adroits à s'en emparer. Il suffit aujourd'hui de les énumérer pour susciter l'hilarité."

aussi irresponsables que le commun des mortels? À croire que le niveau de l'homme ne peut être qu'un autre homme, pas moins ni plus homme que le premier? Et donc à conclure, au mieux, que la politique, ce n'est décidément pas pour nous? Avons-nous toujours fait ce que nous faisons, tout naturellement : nous abstenir - et pour de bonnes raisons?

La publication de ce point de vue pourrait bien être sa principale objection. Rappelons la vieille inquiétude de Platon: et si, catastrophiquement, parution coïncidait avec apparence, trompeuse comme on sait? Et publicité avec propagande, comme la loi électorale en France le dit d'elle-même? Et alors, finalement, vérité avec mensonge, justice avec injustice? Suffit-il de dire que le roi est nu?

Le journalisme par exemple, est accusé de favoriser sans vergogne la catastrophe. Votre magazine propose une enquête assez complète sur la prostitution, vertueusement présentée comme réalité moderne, et internationale, de l'esclavage. Mais quelques pages plus loin, aux "petites annonces" certes pas gratuites, vous trouverez de quoi "contacter de jolies jeunes femmes de toutes nationalités", à Berlin entre autres. Contradiction un peu grosse? Exceptionnelle? Votre très honorable quotidien adopte exactement le même style d'affichage aveugle ou sourd à ses propres attendus. "Indépendance" oblige, dit-on. N'ayant jamais, de quelque façon, organisé le débat public, votre journal ne manque pas de regretter son absence. La vertu ne se porte bien que décochée. Faites ce que je dis; gardons-nous de dire ce que nous faisons. Si donner à penser c'est tout simplement penser, de même permettre de juger c'est oser juger: chacun sait que la presse n'est pas là pour ça.

La fameuse distinction de l'information et du commentaire est cette merveille de rhétorique qui, d'un problème, fait une solution. Il est vrai que Platon ne nous a pas attendus pour nous représenter sous l'image plaisante de doctes abrutis, soigneusement nourris de messages et d'images de toutes sortes. L'essentiel était, est toujours, de faire que l'écran soit assez intéressant pour que nous n'ayons jamais l'idée de tourner - d'un coup de tête - le regard.

L'occasion de ce récit (la candidature d'un citoyen ordinaire, sans parti ni fortune, aux élections législatives en France, 1993) consiste en une de ces "crises" dont l'histoire accouche régulièrement, et qui accouchent de l'histoire. Son nom est légion : du côté des religions, la douloureuse adaptation d'un temps de peu de foi à une demande toujours plus confuse, mais pressante, de "sens"; du côté des sciences, la difficile vulgarisation de connaissances toujours plus vertigineuses, creusant l'écart entre l'impérieux étonnement de l'interrogation savante et la stupéfaction hébétée ou ravie d'une opinion tout juste bonne à deviner la puissance

nouvelle libérée par ces mêmes connaissances; du côté politique, l'installation d'une "transparence" télévisée renvoyant aux oubliettes le dialogue ou la simple écoute de l'opinion publique; du côté de l'école enfin, qui résume tous les autres, un piège reconnu en tous lieux, de l'essai au pamphlet, du colloque au rapport officiel, sauf là où il fait des ravages. Comme tout droit, le droit à l'instruction laïque n'a rien d'un don gratuit, mais on se contente de l'opposer à l'abominable "privilège". Comme si une garderie publique valait tout de même mieux qu'une garderie privée. "Éducation" et "intégration", quand ce n'est pas "réussite" et "accueil", achèvent, sous nos yeux, le massacre de l'école.

D'un côté la lucidité d'une "science" suravertie, surinformée, surarmée; de l'autre l'opacité d'une "conscience" dont on ne sait s'il faut mesurer plutôt l'insondable naïveté ou plutôt l'impressionnante hypocrisie. Au mois de mai 1997 (élections législatives à la suite de la dissolution de l'Assemblée élue en 93), les lecteurs du Monde ont eu à profusion l'embarras de ce choix. Ils ont lu que l'indécision de électeurs était bien la chose la plus... décisive; que les candidats indépendants se distinguaient équitablement en "zorros" et "zozos"; que la campagne électorale pouvait se résumer en d'absurdes et comiques paradoxes; et qu'enfin, pour faire bon compte, le mot d'un éditorialiste réputé subtil suffisait à tout: tout est tarte... C'est *Le Monde* qui vous le dit: c'est bien trop bête, ou trop triste; abstenez-vous donc.

Tel est le mur, au pied duquel il faut chercher l'issue. Sommes-nous nombreux, comme je crois, à souffrir décidément de torticolis? Et si, par hasard, nous manquions d'exercice? On aura compris qu'il s'agit de servitude volontaire. Et ces lignes, si elles sont lues, ne seraient là, alors, que pour ça: s'assurer que nous avons fait ce que nous pouvons, même tard, même au pied du mur, non pour éviter le pire, mais pour laisser sa chance au meilleur.

Le meilleur, c'est le maçon, qu'on voit au pied du mur. Ce petit récit, en effet, n'est pas seulement l'attristante preuve de la maladie - en forme de ce qu'on appelle couramment déficit civique ou démocratique - mais aussi l'épreuve réjouissante qu'il s'en faut d'un rien pour que la maladie sauve, que la crise réveille, et qu'elles soient l'occasion, à saisir aux cheveux, d'une liberté nouvelle, d'une vie rendue plus forte par cela même qui la menace.

Rien de plus simple que faire acte de candidature aux législatives. Quelle belle et bonne loi, disponible sur demande à la première mairie ou préfecture venue! On vous en offrira photocopie. Quelle belle et bonne loi, qui organise une permanence jusqu'aux heures avancées de la nuit, fût-ce un dimanche, pour enregistrer votre candidature!

On se doutait bien que les trains arrivaient à l'heure, mais on se doutait moins, ou pas toujours, de cette évidence: le scrupule administratif au service du plus précieux des

pouvoirs, le législatif. Ainsi le peuple est souverain. Disparus, vos fantasmes de guichet: une signature, un chèque de 1000F, l'information de quelques renseignements précis, point exempts d'humour humain. Ainsi apprenez-vous que, douzième et dernier candidat, vous avez des collègues rigolos; quelques-uns se sont quasi disputé la première place à l'ouverture du délai d'inscription! C'est que le "panneau n°1", ce n'est pas rien! Ainsi encore pourriez-vous vous réclamer de quelque parti, depuis que l'État se charge de les financer. Les chiffres du pactole, pour 1992, sont même là sous vos yeux. Mazette! Qu'il fait bon être un parti, même pas bien installé, de nos jours! D'aucuns s'en sont déjà aperçu, en finauds. Mais décidément non: vous tenez à votre bizarrerie de citoyen ordinaire. C'est que vous avez accouché de cette souris: "une candidature bizarre". C'est d'abord celle qui ne se réclame d'aucun parti. Vous avez voulu prendre au sérieux de l'esprit ce que l'esprit de sérieux rabâche partout: qu'il faut "faire de la politique autrement"! Lecteur ou entendeur naïf, vous avez compris: hors parti. À ce stade d'ailleurs, votre "campagne" - impossible encore à prononcer sans plaisanter aussitôt - s'occupe moins d'aboutir que de prévenir. On n'a pas manqué de vous signifier l'irréalisme de votre lubie.

Votre "profession de foi":

### ***UNE CANDIDATURE BIZARRE?***

*Nous constatons que:*

*L'expression claire d'un vote de protestation n'est actuellement pas possible en France (votes blancs et nuls sont confondus; l'abstention est difficile à interpréter).*

*La classe politique française ne cherche ni à représenter ni à éclairer l'opinion publique. Les citoyens sont au mieux considérés comme des clients, des consommateurs, ou des spectateurs passifs.*

*Nous affirmons que:*

*Une candidature de protestation claire correspond à l'opinion d'un grand nombre de citoyens. Un frein peut être mis à la dérive des politiciens : on peut penser par exemple que le moyen d'un seul mandat par élu, et non renouvelable, éviterait le pire dans l'état actuel des choses. Il s'agit de restituer aux citoyens le pouvoir de délibérer.*

*Le code électoral français appelle "propagande" ce qui devrait être la publicité ordinaire de la discussion politique. Nous refusons de jouer ce jeu trompeur, en nous félicitant d'ailleurs de ne pas en avoir les moyens. Nous*

*faisons donc parvenir aux électeurs cette seule feuille d'information, en limitant ainsi les frais d'impression puisque l'État se charge de l'envoi et de la distribution. C'est pourquoi vous ne trouverez les bulletins à nos noms que dans les bureaux de vote. Ces frais (minimum 20 000 francs) ne sont remboursés qu'aux candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés. Sans écarter l'hypothèse de notre élection, nous la croyons peu probable. Dans tous les cas, nous souhaitons jouer le rôle d'un signal qui avertisse la classe politique d'avoir à tenir la place représentative qu'elle a cessé d'occuper.*

L'impression de ce recto 21/29,7 à 80.000 exemplaires (un peu plus que le nombre d'électeurs de votre circonscription) coûte de 20 à 30.000F. C'est ce que vous vous êtes décidé à risquer, c'est-à-dire à perdre, au-dessous du résultat (5% des votes exprimés) requis pour le remboursement des frais de campagne. Vous ne vous êtes pas encore persuadé d'atteindre un si haut sommet. 30.000F ce n'est pas rien, certes. Ce n'est pas beaucoup non plus.

Il vous faut un suppléant, ce fut une, à partager l'évidence du devoir attaché au droit de vote qu'on dit partout sacré: l'éligibilité. Douzième candidat à s'inscrire sur la seconde circonscription de la Dordogne, vous apprenez par le "grand" quotidien local (un quasi monopole) que ladite liste comporte onze noms. Pour l'avoir vérifié souvent, vous saviez que les médias ne médiatisent pas grand'chose, au point qu'on se demande s'ils informent, et l'ânerie vous amuse. D'ailleurs, et comme de coutume, le lapsus est vite corrigé: vous acceptez même de vous déplacer au bureau du correspondant local qui vous a appelé, une fois mis au courant - par d'autres voies que son journal, bien sûr.

L'entretien et son résultat viendront sagement prendre leur place d'exemplaires illustrant la question de fond, en forme d'équation: publicité = propagande. Les journalistes locaux font comme ils peuvent, dans l'ombre centrale de la lumière publique, n'ayant guère plus la parole que ceux à qui ils la volent. Au lendemain du premier tour électoral, vous lirez donc un autre article sur votre candidature, qui a su tirer l'essentiel avec une simplicité remarquable. Un contre un, un partout? Outre le décalage chronologique, on a déjà compris que l'hirondelle ne fait toujours pas le printemps... Répondre au premier article, articulet pour le moins tendancieux, sera l'occasion de vérifier que vous n'aurez pas la parole, bien sûr. On vous avouera même en souriant que les "petits" candidats ne sont pas les "grands", et qu'ils ne sauraient revendiquer le même espace rédactionnel.



Cependant, l'intendance s'impose: il s'agit de coller vos papiers sur les centaines de panneaux électoraux de la circonscription. Toujours la bonne loi: le fonctionnaire que vous êtes a droit à dix jours de congé sans contrepartie. Ca tombe bien: professeur en classes terminales, vous réalisez vite que quelques-uns de vos élèves sont déjà citoyens, donc électeurs, et que votre casquette d'"homme politique" est un peu voyante sur votre noble tête de maître d'école.

Quelques pleins d'essence et un cardan plus tard, vous aurez parcouru la circonscription, l'une des plus belles campagnes (sans rire, cette fois) de France. Vous voilà incollable colleur. Qui dira la magnifique solitude du colleur de fond, candidat balladeur, l'œil aux aguets: panneaux-école, panneaux-mairie, panneaux-mairie et école, panneaux-église ou place?

Au plus loin, c'est d'abord un pays qu'on rencontre, de village en village: celui des routes qui furent des chemins, coupant sans cesse les rampes nouvelles où foncent nos bagnoles. Routes de crêtes, routes de traverse, en carrefours innombrables, où les repères sont choses inscrites plutôt que noms écrits. Pays, paysage: ici "pauvre", là "riche", partout humain d'une humanité délibérée, prévoyante et inventive, reconnaissante et soumise aux mille habitudes du temps.

Au plus près, c'est le bariolé de ces douze (ou dix, ou quatorze!) panneaux électoraux, luxueux en métal brossé, modestes en bois travaillé, émouvants en toutes matières ou idées de hasard (vieilles portes, tableaux d'école, plaques brinquebalantes!). Votre souci, alors: où est le "douze"? C'est que vous n'êtes seul qu'en apparence. Les affiches débordent, dégoulinent, se superposent, entassant portraits, de pied ou de tête, en couleurs ou pas, de slogans en logos. Vertu de l'offre et de la demande: la machine électorale des partis fait son office, payant aux militants ou aux entreprises spécialisées le soin de la corvée.

Ici aussi malheur et bonheur se côtoient. D'un côté l'impeccable conscience civique des communes dont on mesure vite, à ce critère tout simple de la tenue des panneaux, le souci, les moyens, la volonté. De l'autre la deshérence tragique d'un lieu fait pour la lecture et le débat - où tout, ou presque, décourage de lire et de discuter. Rarement, vous entamerez le dialogue avec un curieux de passage, partageant des points de vue même "bêtes", même "hostiles". Et quand vous comprendrez que l'ouverture électorale ignore en toute justice bêtise comme hostilité, dépasse ces malentendus pour rappeler tout citoyen à son rang souverain, quand même vous aurez compris cela, vous ne pourrez songer qu'à la faiblesse de la loi si bonne. Comment ignorer en effet que ce soin apporté à l'égalité de l'information est écrasé par les moyens, ou le contenu, de cette même information? Comment ignorer que le

citoyen disparaît derrière le consommateur ou le spectateur auxquels seuls s'adressent ces affiches si peu aimables, ces messages si creux?

Dans ces limites fort étroites, l'affichage électoral relève pourtant du légitime idéal démocratique, à égale distance de l'utopie et de la formalité: un juste "lieu commun", qu'il ne tient qu'à nous d'habiter, en somme.

D'autres tâches attendent le petit candidat, qui tiennent encore à la "communication": le courrier adressé aux candidats par des acteurs sociaux, groupements corporatifs, syndicats ou associations diverses. Du bâtiment à la boulange, de l'humanitarisme à l'horticulture. Un petit nombre, mais très divers, qui impose un classement prudent. Tout au plus remarquez-vous le luxe et la variété du courrier en provenance du monde agricole. La fin des paysans tranche avec ce soin méticuleux à signifier (quelle organisation!) aussi bien la défense des céréaliers que des propriétaires de forêts.

D'un côté, un bon signe de responsabilité civique, entretenant le dialogue exigeant avec ceux qui briguent nos suffrages. Mais d'un autre côté, et du même coup, cette forme réglée du débat civil n'apparaît pratiquement pas dans le monde ordinaire de la communication. Il fallait cette occasion de candidature pour toucher du doigt la clandestinité scandaleuse des questions et des réponses intéressant la délibération normale des citoyens. Peut-elle s'accommoder longtemps de cet état embryonnaire?

Un autre aspect encore de la communication est propre à la période électorale: ce sont les réunions électorales. Le monopole télévisé impose, dit-on, les "campagnes de proximité". Entendez: réceptions intimes. Les candidats multiplient de telles rencontres, bienheureux quand ils obtiennent de parler seuls - et longtemps! - devant un public d'une poignée d'électeurs. Affligeant serait peu dire. Comme tout le monde, vous avez eu l'occasion de vérifier l'impressionnante hypocrisie dont on ne sait trop s'il faut admirer la sagesse (l'indifférence saute aux yeux, dans la salle comme à la tribune), ou la folie (comment peut-on à ce point se prendre au sérieux?). De vagues souvenirs de jeunesse s'imposent : la dérision situationniste, aujourd'hui banale, était très au-dessous de la réalité! L'ascétisme des arguments ne s'impose guère aux quelques militants présents, résignés d'avance à écouter sans broncher le permanent de service, imperturbable répétiteur de la plaquette gracieusement distribuée à l'entrée. On vous fait nettement saisir qu'on discutera "après". L'ambiance feutrée ne change rien aux dérèglements du jeu: vos questions sont manifestement hostiles ou bêtes, et d'une; l'invité n'est pas là pour vous poser des questions, et de deux. Le grand homme, et le candidat qu'il soutient, peuvent enfin causer entre eux,

sous l'œil fixe de la poignée de présents.

Restent vos propres réunions. Il y en aura deux. La première est intime - on n'échappe pas à l'esprit du temps. Vos amis proposent de vous interroger, vous rappelez comme ailleurs les règles du jeu. Avec quelque grec ("Mes amis, il n'y a pas d'amis!") un ange d'agora passe. On s'aperçoit vite qu'il n'a rien d'adorable. La perte de toute habitude du débat civil a rendu plus qu'utopique cette amitié que les Anciens appelaient politique. Le procès est aussi évident qu'inconscient, et il est d'intention; une psychologie infantile tient lieu de jugement. Point de bon sens, mais un dogme, quel que soit le démenti de votre candidature dérisoire: la "soif de pouvoir" explique évidemment tout! On n'hésitera pas, d'ailleurs, à parler contradictoirement d'idéalisme naïf si jamais il devient trop clair que vous n'avez décidément rien à gagner à cette galère. Les sourds dialoguent mieux que les ci-devant amis, au pays de France. Dépolitisation est démoralisation.

La seconde réunion est plus traditionnelle: vous voilà vous aussi convoquant le peuple. Vos journées de colleur solitaire ont aiguisé votre rhétorique. Arguments et contre-arguments se sont répondu sous votre crâne à défaut de place publique. En voici enfin une, que vous vous colletez d'aménager, guidé par l'idéal. Trois choses: des cercles concentriques de chaises d'abord; ensuite un fauteuil haut placé (une chaise d'arbitre de tennis fait très bien l'affaire) pour un médiateur expressément chargé d'imposer l'alternance de la parole courte et de l'écoute claire; enfin votre propre "intervention": vous vous décidez pour le bricolage d'un conte d'Andersen qui satisfait à tout.

### ***IL ÉTAIT UNE FOIS UN ROI TRÈS PUISSANT***

*Si puissant qu'il en était arrivé à croire le possible impossible et l'impossible possible. Ainsi passait-il tout nu par les rues et par les chemins, dans les mesures et dans les palais, près des petites gens et des grands personnages, en leur disant: "Comme je suis bien habillé, n'est-ce pas? Avez-vous vu quel bon goût est le mien, avec quelle liberté et quel soin j'ai choisi les habits que je porte selon mon bon plaisir?"*

*Beaucoup lui répondaient avec empressement: "Bien sûr, grand Roi, comme vous êtes beau, et libre et très malin". D'autres le regardaient sans rien lui dire, pensant qu'après tout toutes les opinions sont bonnes: "S'il a envie de faire croire cette absurdité et qu'on le croit, lui qui est si puissant, pourquoi irai-je dire le contraire?". D'autres encore tâchaient de ne pas le rencontrer en s'occupant de leur travail quand ils en avaient un, ou d'en chercher quand ils n'en avaient pas,*

*pensant qu'il y avait bien d'autres chats à fouetter que ces sottises de roi. Mais puisqu'il était le roi de tous, la plupart s'habituaient ainsi peu à peu à voir ce qu'on ne voyait pas et ne pas voir ce qu'on voyait, à entendre ce qu'on n'entendait pas et ne pas entendre ce qu'on entendait. Et la plupart devenait comme le Roi.*

*Un jour, une petite fille ou un petit garçon (l'histoire n'a retenu ni son nom ni son sexe), regardant passer le Roi, s'est écrié en le montrant du doigt et en pleurant de rire : "le Roi est nu!" Que croyez-vous qu'il arriva?*

De l'essai (une quarantaine de personnes présentes dont les trois quarts sont de vos amis), vous retiendrez la lettre comme l'esprit: c'est possible. Possible de s'interroger sans se suspecter; possible de prévoir sans rêver; possible de surveiller de près conviction et responsabilité; possible de veiller, en somme. Et c'est facile: elle ne tient qu'à nous, la délibération qui n'oublie pas les impératifs de la décision.

En l'occurrence, celle-ci prendra la forme du seul don que vous aurez eu l'audace de réclamer. Il vous faut 3.000F pour faire imprimer votre petit conte promis à l'affichage tous azimuts dans les dernières heures précédant le premier tour. Ce sera fait rondement. Une armée d'une vingtaine de fous va même se charger de la distribution partout où ce sera possible! Dernier acte de la campagne électorale la moins chère du monde. Le dimanche des élections, vrai sabbat bien mérité, est là. Au soir: mille cent trente sept voix, plus de 2% des exprimées. Vous êtes le neuvième perdant sur douze de cette élection gagnée par Dame Abstention qui, avec 27%, devance bien sûr les mieux placés.

Quelle leçon impose ce témoignage? Essayons, en alternant le pire avec le meilleur.

Première leçon: la loi est bonne, et imparfaite. Rien actuellement, en France, n'empêche un citoyen ordinaire de remplir l'obligation que suppose la part de souveraineté dont il dispose en démocratie. Cette obligation est certes fort peu dite, au-delà du geste de voter. Réduit à ce geste, son droit est curieusement mutilé - comme si le devoir électoral y tenait tout entier, au prétexte que ce minimum n'est pas si répandu dans le monde. Mais enfin la loi, elle, est plus sage. Or on en voit du coup la conséquence. C'est bien de servitude volontaire qu'on parle, quand on se plaint de nos représentants. Aucune raison, ou plutôt aucun fait (le prétendu barrage de l'argent, la prétendue indifférence des citoyens à se laisser duper etc...) ne vaut contre l'évidence: la loi permet. Si elle est imparfaite, cela n'entame nullement sa bonté, mais seulement les conditions de son application: aval, et non amont. Que par exemple la diffusion des professions de foi se fasse deux fois plutôt qu'une; ou encore que l'aménagement du débat public ajoute aux panneaux électoraux d'autres places,

plus près de celles où les citoyens discutent - tout cela améliorerait certes la loi, mais dans son sens, et sans toucher à l'excellence de son principe. La servitude volontaire n'en serait, le cas échéant, que plus claire et plus sûre, pas moins évitée *a priori*. C'est qu'on ne saurait absolument l'éviter: rien de plus démocratique que d'avoir ce qu'on mérite. Tocqueville, et sa leçon, sont tout neufs. La loi, même la plus parfaite, ne peut rien contre l'indifférence à la loi. Il suffit d'oublier d'obéir pour abattre toute autorité: c'est ce que nous faisons, presque toujours.

Deuxième leçon: la communication est mauvaise, et parfaite. Tout, actuellement en France, empêche un citoyen ordinaire d'accéder raisonnablement aux moyens de communication de masse. Il n'est qu'à peine question de dialogue, mais seulement de message, à quoi se réduit pratiquement l'information collective. Foin de détail: la correspondance agonise sous la communication - et sans doute celle-ci ne doit-elle sa perfection qu'à la mort de celle-là. Nos sciences "humaines" analysent de mieux en mieux ce processus où la convention, vidée de sens, ôte toute chance au traitement personnel des usages, par quoi pourtant se construit l'identité. Perfection donc: en France la presse est "libre", comme l'expression...et la chute du même nom. Cette perfection n'emporte avec elle aucune valeur, ou plutôt aucune mesure, cette valeur de l'évaluation: après les hommes politiques, ce sont les journalistes que l'opinion décrète indignes au pire, peu fiables au mieux. Consternant, disent-ils, mais c'est bien servitude volontaire: la moindre tentative de correspondance doit soulever des montagnes. Qu'on songe par exemple à l'invention d'un "médiateur" au *Monde*, pas moins de cinquante ans après la naissance de ce quotidien: toute la réciprocité du dialogue se réduit au choix des lettres publiées, choix dont nul, jamais, ne discute les raisons ni les principes. De réponse de la rédaction, quasiment point. A peine peut-on assurer qu'une lecture a eu lieu, les coquilles et les coupes achevant d'embrumer les choses. Reste qu'un tel courrier, aussi négligée - ou bien gardée - que soit sa publication, console parfois de l'"honorabile" quotidien. Le même silence est aussi impressionnant du côté de l'édition des livres. Bref: la communication fonctionne parfaitement en France, comme la poste. La même cause fait que votre boîte aux lettres reçoit chaque jour son pesant luxueux d'informations concernant le gigot en réclame.

Si le diagnostic est clair, si la servitude est bien nôtre, reste le pronostic.

Nous nous sommes, paraît-il, passé de religion; nous nous passons logiquement de morale et de politique. Où donc sont-elles toutes passées? Vie sociale, vie professionnelle, vie personnelle: probables refuges de ces "valeurs" désertées par leurs raisons traditionnelles ou

transcendantales, en un mot publiques.

Vie sociale: ce sont les associations de bénévoles, gris tissu d'actions microscopiques dont l'anonymat et la gratuité deviennent le plus sûr critère de leur valeur. Vie professionnelle: c'est le dévouement quotidien au travail bien fait, là encore sans relief ni écho puisque, le plus souvent débarrassé de ce résultat qu'assurait nécessairement la production de jadis, il se traduit non moins nécessairement en service invisible. Vie personnelle enfin, si tant est qu'on puisse en dire globalement la réalité: ce sont les mille et une inventions de la débrouille, entre "déprime" et "super-fête", consolidant à la petite semaine des liens ténus. Dans tous les cas la solitude - humaine - s'alourdit du poids de l'isolement - inhumain. De ce mal, tout est symptôme; de ce bien, rien ne filtre, rien n'arrive: comme si les belles causes étaient sans cause ni effet repérables.

Législatives de 1997: nous avons eu notre ration d'analyses érudites, avec le bon vieux "oui et non" de la sagesse - le sel de la recherche parvenant tout de même à relever quelque inquiétude face à l'abstention montante. Les pauvres députés dissous sont sommés de montrer ce que préjugés et journalisme, à grands coups de clin d'œil, "savaient" déjà : impuissance et électoralisme, madame, on vous l'avait bien dit. Comme si le pouvoir législatif était un pouvoir, quand il est contrôle, surveillance, et alerte : sentinelle du peuple. Comme si vocation ne voulait pas dire révocation, c'est-à-dire - pardon du truisme ! - un seul mandat.

Le débat public n'en finit donc pas d'expirer, tandis que l'"opinion" règne sous la seule forme de grande bête, imposée par image et sondage<sup>11</sup>. Frappant, le recours à la déclaration, à l'annonce. Frappant, le dédain de toute raison, du moindre bon sens ; erreur et errance marchent bien, et les vides paroles justifient tout, au gré du vent. Est-ce cela, la fin d'un monde : l'absolue pacotille de la chose publique?

Mais tout est vrai, tout est beau, tout est bien, disent nos maîtres. Que la plainte est médiocre, en effet! Ne fait-on pas encore merveille de ce qui reste de nos amours? S'il s'en faut d'un rien, faisons que ce rien soit quelque chose - mais comment? Ce petit rien d'élections a proposé sa manière, et sans doute aussi sa part d'illusion.

### **Suite en Majeur**

Une dizaine d'années plus tard, en avril 2002, d'autres "faits" sont têtus: quarante millions de citoyens français donnent 13,75% de leur voix (au singulier: rappelons qu'on considère ici le peuple français comme un seul homme, dont on n'imagine pas la mutilation d'un gros tiers, contrairement au charcutage quotidien pratiqué cyniquement par les relais

---

<sup>11</sup>Et pourtant: "Personne n'imaginerait de parler des éléphants sans consulter lesdits éléphants par des procédures expérimentales d'une subtilité inouïe" (LATOURE, op. cit. chap. 4)!

médiatiques d'une opinion supposée ainsi d'avance infirme) à leur président sortant de droite, 11,66% à un vieux politicien d'extrême droite et 11,19% à leur premier ministre de gauche; tous trois ont dépassé l'âge de la retraite tandis que treize autres candidats, en général plus jeunes (dont le plus chanceux obtient 4,7% et le moins chanceux 0,00032%!) se partagent la moitié du reste (l'autre moitié est raflée par l'abstention, les votes blancs et nuls). Quelle est la leçon? Je suis porté à croire que ces scores dérisoires expriment parfaitement la considération dans laquelle les Français tiennent actuellement leurs représentants politiques. Cette considération est précisément ce que cherche à déterminer l'usage régulier du vote démocratique. Des scores dérisoires expriment une considération dérisoire: cette leçon est juste, c'est-à-dire objective et fidèle. Où diable serait le motif de craindre ou de se plaindre de l'opinion? Nulle distorsion mais bien le dessin parfait de la réalité politique dans notre pays. Le second tour des mêmes élections donnent le même bon signe de santé démocratique que tous les autres prétendus reflets de l'expression populaire (sondages et médias surtout) ont tant de mal à fournir: un thermomètre exact. Nous sommes très mal représentés, et nous le disons très bien par nos votes.

Bien entendu, sur cette base objective, il y a beaucoup de leçons à tirer, de choses à proposer. Si j'étais un politicien de longue date, l'une des leçons que j'en tirerais serait ma démission; quelques uns, pas très nombreux, l'ont tirée. Comme je suis un citoyen ordinaire je tire plutôt la leçon qu'il faut mettre fin le plus rapidement possible à tout ce qui favorise l'existence de politiciens de longue date. La réalisation de cette leçon est depuis longtemps à la portée de tout citoyen électeur et éligible, puisque c'est lui (c'est nous!) qui a permis le développement d'une classe politique oligarchique tentée de s'accaparer le pouvoir. Le suffrage universel joue son rôle en rappelant que les limites de cette permission ont été dépassées. Il aurait pu le faire plus tôt et sous des formes plus tranquilles, mais la vie politique n'est sans doute jamais facile ni tranquille: on y fait ce qu'on peut avec ce qu'on a, les moyens du bord. Moyennant quoi nous ne pouvons que nous réjouir de ce rappel, en y voyant le signe d'une vie politique désormais un peu plus vigilante et un peu plus commune.

Têtue mais terrible lucidité d'Étienne de la Boétie. Si Montaigne agonise toujours entre nos mains d'avoir perdu sa moitié, si nous en sommes toujours à l'essai plutôt qu'au coup franc - alors ne nous en prenons qu'à nous-même. Ou plutôt ne nous en prenons à personne, et continuons. Il s'est bien trouvé un Étienne, et quelques autres, pour ouvrir au scalpel les pires plaies, délivrer en livrant ainsi les clés du piège. Il se trouvera bien des hommes et des femmes (et - qui sait? - parmi les enfants d'aujourd'hui) pour donner enfin naissance à ce qui

est déjà là, pour qui sait voir et entendre, lire et écrire: un monde commun, fût-ce au pied du mur. Voyons maintenant si les terrains les plus réticents au règne de l'opinion - notre Justice ordinaire, notre École, l'exercice d'une Intelligence supposée libre - peuvent d'ores et déjà faire mieux.

**Gilles Clamens – [gilles.clamens@wanadoo.fr](mailto:gilles.clamens@wanadoo.fr)**